

Une accalmie provisoire avant la tempête : perspectives de luttes ouvrières, populaires et sociales en Iran

Par Houshang Sepehr

La signature récente du protocole d'accord entre la République islamique d'Iran et les États-Unis constitue un événement complexe aux multiples dimensions. Un examen attentif du texte révèle l'ampleur des crises internes qui traversent les deux parties. Loin de traduire une véritable volonté de paix ou de marquer un règlement de fond de leurs différends historiques, cet accord apparaît davantage comme le produit d'une impasse politique, de blocages structurels et de contraintes conjoncturelles pesant sur chacun des deux camps. Confrontés à des difficultés internes et externes croissantes, les dirigeants des deux pays ont ainsi opté pour une désescalade limitée, sous la forme d'une trêve provisoire et d'une suspension temporaire de leur confrontation, sans pour autant en éliminer les causes profondes.

Protocole d'accord : perspectives étatsuniennes

L'analyse des déclarations officielles et officieuses des responsables des deux pays met clairement en évidence la fragilité et la précarité de ce protocole d'accord. Elle souligne également les profondes divergences subsistant entre les parties quant à son interprétation et à ses modalités d'application. Dans ces conditions, les perspectives de sa mise en œuvre durable demeurent entourées de très fortes incertitudes et son avenir apparaît plus que jamais tributaire de l'évolution des rapports de force politiques, régionaux et internationaux.

Du côté américain de l'équation, Donald Trump a tenté de présenter ce protocole d'accord comme la consécration d'un succès stratégique incontestable. Dans un entretien accordé au média *Axios*, publié le 18 juin, il a affirmé sans détour que l'acceptation de cet accord par la République islamique équivalait à une « reddition sans condition ». Il a développé cette affirmation en déclarant : « *Ce mémorandum est peut-être une réelle reddition sans condition. Je le pense. Regardez, il ne leur reste plus d'armée. Tous leurs navires sont au fond de la mer, 159 navires. C'est tout ce qu'ils avaient.* » Par cette rhétorique volontairement hyperbolique et martiale, il s'efforce d'imposer une lecture du rapport de force comme définitivement tranché en faveur des États-Unis.

Ce discours triomphaliste apparaît en réalité comme une tentative de masquer la gestion de fortes pressions internes. En présentant l'accord sous les traits d'une victoire totale et unilatérale, il contribue à consolider une image de puissance et de maîtrise politique, destinée autant à la scène internationale qu'à la stabilisation du champ politique intérieur. Cette mise en récit de la réussite diplomatique s'inscrit ainsi dans une logique de communication stratégique visant à transformer une dynamique de compromis et de contrainte en démonstration de force.

Aux États-Unis, après la publication du texte de ce protocole d'accord, une vague de critiques virulentes s'est élevée au sein de nombreux responsables républicains ainsi que parmi les soutiens traditionnels de Donald Trump. Plusieurs voix conservatrices ont jugé ce document particulièrement faible, allant jusqu'à le comparer à des accords antérieurs tels que le JCPoA[1]. Cette contestation interne révèle les tensions persistantes au sein du camp républicain autour de la stratégie à adopter vis-à-vis de l'Iran, et met en lumière les difficultés du président américain à stabiliser un consensus politique durable sur ce dossier.

Face à ces attaques, la défense de Donald Trump s'est appuyée sur une logique strictement pragmatique, centrée sur une évaluation des coûts et des bénéfices. Dans le même entretien accordé à *Axios*, il a ainsi déclaré :

« On me dit : pourquoi ne pas avoir été plus dur ? Supposons que j'ai été plus dur et que les bombardements aient continué encore deux ou trois semaines. Qu'y aurions-nous gagné ? Le détroit d'Ormuz ne se serait jamais rouvert. »

Par cet argumentaire, il justifie la signature du mémorandum non pas comme une concession idéologique, mais comme un arbitrage stratégique visant à éviter une escalade aux conséquences économiques et géopolitiques potentiellement incontrôlables. Il avait auparavant déclaré, mercredi 17 juin, sur un ton ironique et teinté de sarcasme : *« Si ça aboutit, j'en prendrai le mérite. Si ça n'aboutit pas, je mettrai la faute sur JD [Vance]. »*

Ces déclarations ont été interprétées par certains observateurs comme révélatrices des lignes de fracture susceptibles de se développer au sein de l'entourage présidentiel en cas d'évolution défavorable de la situation. Dans cette lecture, l'accent mis sur les arbitrages « pragmatiques » et sur la prévention d'une escalade incontrôlée pourrait, à terme, servir de base à une redistribution des responsabilités politiques en cas d'échec du processus.

Dans ce contexte, le rôle de JD Vance est parfois évoqué dans le débat public et médiatique comme celui d'une figure potentiellement exposée aux critiques internes du camp républicain, si la mise en œuvre du mémorandum venait à produire des résultats jugés insuffisants. Certains analystes estiment ainsi que de telles dynamiques pourraient, dans un scénario de crise politique prolongée, affaiblir son positionnement dans les équilibres internes du Parti républicain et influencer indirectement ses perspectives dans la compétition présidentielle de 2028, sans que ces évolutions puissent toutefois être considérées comme acquises ou déterminées à ce stade.

Recomposition difficile et douloureuse du régime théocratique en un régime militaro-sécuritaire

En Iran également, la signature de ce mémorandum semble traduire un changement de paradigme et des recompositions au sein du bloc du pouvoir. Il apparaît que le noyau dur du régime est désormais confronté à des tensions structurelles, conséquence de l'érosion progressive de sa capacité à assurer sa légitimité et son efficacité gouvernementale, dans un contexte d'aggravation continue des crises économiques, sociales et politiques.

L'acceptation de cet accord aurait ainsi contribué à raviver des lignes de fracture internes et à accentuer des divergences déjà latentes entre différentes sensibilités du pouvoir et de sa base sociale traditionnelle. Plutôt qu'une adhésion homogène, c'est une dynamique plus contrastée qui se dessine, faite de réserves, de réajustements et de formes variées de désillusion, révélant la fragilité des équilibres sur lesquels repose l'architecture politique actuelle.

Dans les nuits qui ont suivi l'annonce de l'accord, certaines franges des partisans de la République islamique, ainsi que des forces relevant de sa base idéologique, qui avaient organisé des rassemblements nocturnes dans les rues et sur les places publiques, ont exprimé une profonde colère face à ce qu'elles perçoivent comme un abandon des slogans fondamentaux. Ces mobilisations se sont traduites par des prises de parole et des slogans virulents.

Les participants ont notamment accusé les responsables gouvernementaux de compromission et de dépassement des lignes rouges idéologiques, traduisant ainsi une rupture entre une

partie de la base militante et les choix politiques opérés au sommet de l'État. Cette réaction met en évidence les tensions internes suscitées par l'accord et la difficulté, pour le pouvoir, de maintenir une cohésion narrative et politique autour de celui-ci.

Simultanément, certaines factions au sein même du régime, notamment parmi les courants les plus durs, ont multiplié les critiques acerbes à l'encontre de l'équipe de négociation. Ces prises de position traduisent une volonté de prise de distance vis-à-vis du contenu et des implications de l'accord, dans un contexte où se joue également la répartition des responsabilités politiques.

En cherchant à se dissocier des conséquences perçues comme un recul, ces segments du pouvoir tentent d'éviter d'en assumer le coût politique, révélant ainsi des logiques internes de désengagement et de redéfinition des lignes de clivage au sein de l'appareil étatique.

En réaction à ce climat tendu et désordonné, la diffusion d'un message singulier et largement interprété comme déresponsabilisant attribué à Mojtaba Khamenei, le Guide suprême, témoigne d'une perception d'instabilité et de confusion au plus haut niveau de la prise de décision. Ce message, tout en validant implicitement la nécessité de se résoudre à ce compromis, semble également viser à en redistribuer les coûts politiques et symboliques.

Dans cette perspective, la responsabilité du recul est attribuée, dans une logique de mise à distance, à Masoud Pezeshkian, en sa qualité de président de la République et de chef du Conseil suprême de sécurité nationale. Cette lecture s'inscrit dans un style discursif souvent associé à Ali Khamenei, où la préservation du centre de l'autorité s'accompagne d'une externalisation des responsabilités opérationnelles, révélant ainsi les tensions internes et les mécanismes de gestion politique des désaccords au sein de l'appareil d'État.

Cette manœuvre politique viserait ainsi à constituer un mécanisme de protection symbolique, destiné à contenir la colère de la base idéologique tout en préservant les équilibres internes du pouvoir. En procédant à une redistribution anticipée des responsabilités, elle permettrait également de désigner, en cas d'échec du scénario de l'accord, une figure susceptible d'endosser le coût politique et institutionnel de ses conséquences.

Dans cette logique, la mise à distance des responsabilités opérationnelles associées à Masoud Pezeshkian apparaîtrait comme un instrument de gestion des tensions internes, visant à protéger le noyau décisionnel central tout en absorbant les critiques émanant des différentes composantes du régime. Il s'agirait ainsi moins d'une clarification des responsabilités que d'une stratégie de stabilisation politique par la construction d'un espace de responsabilité différenciée. En l'occurrence, Mojtaba Khamenei adopte la même stratégie que Trump.

Derrière ces mises en scène politiques et médiatiques, certains analystes estiment qu'un tournant plus profond pourrait être en cours au sein de l'appareil d'État. Le bloc militaro-sécuritaire au pouvoir, incarné notamment par des figures telles que Mohammad Bagher Ghalibaf, le président du parlement iranien, semblerait progressivement parvenir à la conviction que le système est entré dans une forme d'impasse structurelle.

Dans cette lecture, ses dirigeants auraient pris acte des limites croissantes de la reproduction des anciens registres idéologiques, dont certains slogans historiques tels que « Mort à l'Amérique » ou « Destruction d'Israël » ne permettraient plus, à eux seuls, de répondre aux exigences matérielles et institutionnelles auxquelles fait face l'État. Au-delà de leur dimension symbolique, ces transformations traduisent une contrainte plus large : celle de la soutenabilité économique et administrative d'un appareil bureaucratique et sécuritaire particulièrement étendu.

La survie et la continuité de cette architecture de pouvoir, souvent décrite comme tentaculaire et hypertrophiée, reposeraient désormais sur l'accès à des ressources financières

substantielles. Or, dans un contexte marqué par l'isolement international et la persistance de fortes tensions géopolitiques, la capacité à sécuriser ces ressources apparaît de plus en plus contrainte, contribuant à redéfinir les marges de manœuvre stratégiques du régime.

C'est pourquoi, selon cette lecture, la lutte politique et les recompositions internes qui pourraient se déployer à Téhéran au cours des soixante prochains jours s'articuleraient principalement autour d'une rivalité accrue entre différents réseaux de pouvoir pour l'accès aux ressources et aux rentes de l'après-conflit. Les enjeux porteraient notamment sur le partage des dividendes économiques potentiellement liés à un allègement des sanctions, sur le contrôle des principaux circuits économiques nationaux, ainsi que sur les modalités d'une éventuelle réintégration du pays dans les marchés financiers internationaux.

Dans ce contexte, les différentes factions du régime seraient engagées dans une dynamique de repositionnement visant à renforcer leurs capacités d'influence et à sécuriser la part la plus favorable des bénéfices attendus d'un apaisement des tensions et d'une réduction des contraintes extérieures. Ces évolutions traduisent moins une rupture brutale qu'une recomposition progressive des rapports de force internes, où les considérations économiques, sécuritaires et politiques tendent à s'entremêler étroitement.

Le marchandage mesquin et criminel de Reza Pahlavi, ainsi que la frustration des monarchistes

L'un des effets indirects les plus importants — et perçu par certains observateurs comme potentiellement significatif — de ce mémorandum pourrait résider dans la recomposition, voire l'affaiblissement, de certaines fractions de l'opposition iranienne de droite établie à l'étranger. Des courants tels que les monarchistes, dont les partisans de Reza Pahlavi, ont, ces dernières années, structuré une part importante de leur stratégie politique sur l'hypothèse d'une pression extérieure maximale sur la République islamique. Celle-ci combinait, dans leur perspective, l'intensification des sanctions économiques, la poursuite d'une politique d'isolement diplomatique et, pour certains segments, l'espoir d'un soutien plus direct de la part de puissances étrangères, notamment les États-Unis et Israël.

Le marchandage mesquin et criminel attribué à Reza Pahlavi, conjugué à la frustration grandissante des milieux monarchistes, s'inscrit dans une dynamique de radicalisation politique de plus en plus visible. Une fois de plus, leur mot d'ordre demeure inchangé et revendiqué sans ambiguïté : « *Merci Trump, merci Bibi* », en célébration des bombardements de l'Iran. L'histoire n'a que rarement vu un prétendant au trône associé à un crime d'une telle gravité

Or, la conclusion de cet accord met en lumière la fragilité de cette approche stratégique des courants mettant à profit la figure de Reza Pahlavi. Les puissances extérieures sur lesquelles ces courants fondaient une partie de leurs espoirs ont, in fine, privilégié leurs propres intérêts géopolitiques, économiques et sécuritaires, plutôt qu'une logique explicite de changement de régime en Iran.

Cette évolution a contribué à fragiliser les perspectives politiques de ces segments de l'opposition en exil, en révélant les limites d'une stratégie principalement adossée à des dynamiques internationales. Elle a également mis en évidence, selon certaines analyses, la faiblesse de leur ancrage social à l'intérieur du pays, ainsi que leur dépendance structurelle à l'égard de conjonctures extérieures difficiles à maîtriser ou à anticiper.

Eloignés pour des raisons propres à leurs racines sociales de toute approche impliquant la construction d'une influence politique prenant appui sur des dynamiques sociales et des mobilisations des travailleurs, des femmes, des étudiants et des autres forces contestataires

à l'intérieur du pays, ces courants ont largement privilégié, au cours des dernières années, une stratégie fondée sur l'action diplomatique, le lobbying et la recherche d'appuis auprès de centres de décision étrangers, notamment à Washington et à Tel-Aviv.

Pour certains de leurs représentants ou soutiens les plus radicaux, cette orientation s'est parfois accompagnée d'une attitude favorable à l'intensification des pressions extérieures, voire à l'escalade militaire, dans l'espoir que l'affaiblissement du régime puisse ouvrir la voie à son renversement. Cette posture a suscité de vives controverses, y compris au sein de l'opposition iranienne, nombre de ses détracteurs lui reprochant de subordonner les perspectives de changement politique aux interventions et aux calculs stratégiques de puissances étrangères, au détriment des dynamiques sociales et populaires internes.

L'accord d'Islamabad a également mis en évidence les limites de cette stratégie d'externalisation du changement politique. Il a montré que, du point de vue des grandes puissances, des figures telles que Reza Pahlavi ne constitue pas nécessairement des acteurs centraux d'un projet politique durable, mais peuvent être mobilisées de manière conjoncturelle dans le cadre de stratégies de pression diplomatique et médiatique. Dès lors que l'évolution des rapports de force régionaux et internationaux a conduit Washington à privilégier la voie de la négociation, cette forme d'« opposition sous tutelle extérieure » s'est trouvée largement marginalisée et privée d'une partie de sa fonction politique.

Une bouffée d'oxygène pour les mouvements sociaux et civiques en Iran

Par conséquent, à la lumière des éléments disponibles et des expériences passées, rien ne permet d'affirmer que ce mémorandum bénéficiera d'une stabilité durable. La méfiance profondément enracinée qui structure depuis des décennies les relations entre les deux pays, conjuguée au caractère essentiellement pragmatique, conjoncturel et souvent opportuniste des motivations qui ont conduit à sa conclusion, en limite considérablement la portée stratégique.

Plus qu'une étape vers une normalisation pérenne des relations bilatérales, cet accord apparaît comme le produit d'un rapport de force provisoire et de nécessités immédiates propres aux deux parties. En ce sens, il ne repose pas sur les fondements politiques, institutionnels et diplomatiques généralement associés à une paix durable. Il s'apparente davantage à une trêve tactique, destinée à gérer une situation de crise et à offrir un répit temporaire aux protagonistes, qu'à un règlement de fond des antagonismes qui continuent d'opposer Washington et Téhéran.

Cependant, même cet accord fragile et précaire a eu pour effet d'éloigner temporairement de la société iranienne l'ombre lourde, paralysante et destructrice de la guerre. En cela réside sans doute sa conséquence la plus importante. Pour la société civile iranienne, la suspension des hostilités ne représente pas seulement un répit face aux destructions matérielles et humaines d'un conflit ouvert qui se prolongerait ; elle entraîne également l'affaiblissement de l'un des principaux instruments de légitimation et de contrôle politique du pouvoir.

Depuis des décennies, les autorités ont régulièrement invoqué la menace de la guerre, de l'agression étrangère ou de l'insécurité nationale pour justifier le renforcement de l'appareil répressif, restreindre l'espace des libertés publiques et reporter toute réponse substantielle aux revendications économiques, sociales et démocratiques de la population. Dans un tel contexte, l'atténuation temporaire de cette menace prive le pouvoir d'un argument central lui permettant de mobiliser l'opinion autour de l'« unité nationale » et de reléguer au second plan les crises internes.

Dès lors, les difficultés structurelles de la société iranienne — inflation, pauvreté, chômage, corruption, inégalités sociales, discriminations à l'égard des femmes, répression politique et absence de libertés fondamentales — vont réapparaître avec une acuité accrue au centre du débat public. La disparition relative du facteur guerrier pourrait ainsi ouvrir un nouvel espace d'expression pour les revendications sociales accumulées au cours des dernières années et contribuer à replacer au premier plan les conflits qui opposent la société à l'État, plutôt que ceux qui l'opposent à des adversaires extérieurs.

Désormais, avec l'atténuation provisoire de cette menace extérieure, l'un des principaux mécanismes de protection politique du système semble se fragiliser. Le bouclier sécuritaire qui permettait de justifier l'état d'exception permanent et la priorité accordée aux impératifs de sécurité nationale apparaît moins solide qu'auparavant. L'espace politique et social, longtemps soumis aux contraintes d'un environnement marqué par la perspective de la guerre, pourrait ainsi connaître une certaine ouverture relative, même limitée et réversible.

La diminution des pressions psychologiques et sécuritaires associées à un contexte de confrontation militaire crée en effet un nouvel espace de respiration pour la société. Elle favorise des conditions plus propices à la réorganisation des acteurs sociaux et à la ré-émergence des revendications civiles. Dans ce cadre, les travailleurs, les salarié-e-s, les retraité-e-s, les enseignants, les femmes, les étudiants et d'autres secteurs de la société disposent potentiellement d'une opportunité pour faire entendre leurs revendications en dehors de l'atmosphère d'urgence et de mobilisation imposée par la guerre.

Après des années marquées par l'accumulation de frustrations économiques, sociales et politiques, cette période pourrait permettre à des revendications longtemps réprimées, différées ou marginalisées de réinvestir l'espace public avec davantage de visibilité, de cohérence et de force. Sans préjuger de l'ampleur ni de la forme que prendront ces mobilisations, la suspension des hostilités est susceptible de déplacer le centre de gravité du débat politique : des menaces extérieures vers les problèmes structurels de la société iranienne elle-même.

La fin des bombardements ne signifie en aucun cas la disparition des crises structurelles qui traversent l'économie iranienne. La pauvreté extrême, l'inflation persistante, le chômage massif, la dégradation continue des conditions de vie des ménages, ainsi que les discriminations systémiques fondées sur le genre ou l'appartenance ethnique, demeurent pleinement présentes et continuent de produire leurs effets au quotidien.

Dans cette perspective, la suspension des hostilités extérieures ne constitue pas une résolution des contradictions internes, mais plutôt un déplacement du champ de conflictualité. Elle marque l'ouverture d'une phase où les tensions sociales et politiques se manifestent de manière plus directe, moins médiatisée par la logique de guerre. Les rapports entre la société et le pouvoir s'y révèlent de façon plus nue, plus immédiate, et potentiellement plus aiguë.

Dans ce cadre, les priorités des autorités semblent rester centrées sur la préservation des fondements de leur autorité et la protection des réseaux et intérêts qui soutiennent l'architecture du régime. Cette orientation contribue à maintenir un niveau élevé de tension structurelle entre les exigences sociales de la population et les impératifs de conservation du pouvoir.

Dans cette perspective, tandis que les clans du pouvoir et les réseaux d'intérêts de type clientéliste ou mafieux au sein de l'appareil d'État se réorganisent et se repositionnent en vue de la compétition pour l'accès aux ressources et aux rentes dans le nouvel environnement, les

différentes composantes de la société ainsi que les forces progressistes sont elles aussi confrontées à la nécessité de s'adapter à cette nouvelle conjoncture.

Pour ces dernières, l'enjeu réside dans la capacité à tirer parti des transformations en cours afin d'engager une recomposition sociale et une réorganisation plus efficace de leurs forces. Il s'agit moins d'une dynamique spontanée que d'un processus contraint par l'évolution du rapport de forces, qui impose de nouvelles formes de structuration, de coordination et d'intervention dans l'espace social et politique.

La société iranienne actuelle se trouve à la veille de transformations potentiellement décisives. Le poids des échecs économiques s'est directement répercuté sur les couches populaires, poussant les conditions de vie de millions de personnes à des niveaux de plus en plus difficiles, voire insoutenables.

Face à cette situation, le système politique en place, de nature autoritaire et fortement centralisée, tend à privilégier des mécanismes de contrôle et de maintien de l'ordre fondés sur le renforcement de l'appareil répressif. Dans ce contexte, la gestion des tensions sociales s'effectue principalement à travers des dispositifs coercitifs et une intensification des pratiques de sanction, qui contribuent à aggraver le climat de confrontation entre l'État et une partie de la société.

Lorsqu'une population perçoit que les voies légales et pacifiques d'expression de ses revendications fondamentales se referment progressivement, il est probable que son engagement politique prenne une forme plus déterminée et plus intense que lors des phases précédentes, avec une charge de colère et d'exigence accrue face aux structures en place.

Dans une telle dynamique, les expériences accumulées au cours des cycles de mobilisation antérieurs constituent un acquis politique et social important. Au fil d'une succession d'événements et de confrontations, la société iranienne s'est en effet progressivement transformée, s'étant aguerrie, socialement et politiquement, tout en développant une lecture plus lucide de ses rapports de force internes et des mécanismes de pouvoir.

La série de grèves dans des secteurs clés de l'industrie, les mobilisations nationales des retraités, le soulèvement d'ampleur porté par le mot d'ordre « Femme, Vie, Liberté », ainsi que la persévérance notable des enseignants, des personnels de santé et des familles de victimes, ont constitué des expériences sociales et politiques majeures.

Ces luttes continues ont contribué à accumuler des acquis significatifs en matière de conscience collective, de structuration des revendications et de capacité d'organisation. Elles ont également participé à la formation d'une génération plus audacieuse et davantage consciente des enjeux sociaux et politiques auxquels elle est confrontée, ainsi que de son propre rôle dans les dynamiques de transformation à venir.

Ces acquis issus des expériences de terrain s'inscrivent désormais dans la mémoire collective de la société et constituent l'un des principaux ressorts des formes futures d'organisation sociale et politique.

Les citoyens disposent aujourd'hui d'une connaissance plus fine des mécanismes par lesquels les institutions sécuritaires et administratives tendent à encadrer, neutraliser ou détourner les revendications sociales et professionnelles. Cette expérience accumulée contribue à une compréhension plus lucide des rapports de force et des contraintes institutionnelles.

Dans ce contexte, toute avancée significative des revendications, qu'elles soient d'ordre professionnel, social ou politique, semble de plus en plus dépendre de la capacité à construire des formes de solidarité durable, à développer des organisations en réseau et à articuler de manière plus cohérente les différents mouvements sociaux entre eux. Cette dynamique

renvoie à une maturation progressive des modes d'action collective et des structures de mobilisation.

La mise en relation des réseaux ouvriers avec les organisations d'enseignant.es, la convergence des défenseurs des droits des femmes avec les mouvements étudiants, ainsi que les formes de soutien mutuel entre différentes catégories de salarié.es, sont susceptibles de renforcer considérablement la capacité de pression sociale.

Des transformations sociétales rendant le cadrage idéologique plus difficile

Ces évolutions s'inscrivent dans un ensemble de mutations démographiques, sociales et culturelles profondes intervenues au cours des dernières décennies. Le tissu social iranien a en effet connu, au fil des quarante-sept dernières années, des transformations importantes et souvent irréversibles, affectant les modes de socialisation, les attentes politiques et les formes d'expression collective.

Dans ce contexte, les capacités de contrôle et de cadrage idéologique du régime apparaissent plus limitées qu'auparavant. Le développement de l'accès à Internet, l'essor des réseaux sociaux et la diversification des canaux d'information ont contribué à affaiblir les mécanismes traditionnels de censure et de monopole étatique sur le récit public. Par ailleurs, les nouvelles générations semblent s'inscrire, dans leur vie quotidienne et leurs représentations sociales, dans des référentiels de valeurs de plus en plus diversifiés, qui dépassent en partie le cadre de l'idéologie officielle.

La présence de plus en plus affirmée des femmes dans les sphères sociales, éducatives et professionnelles, en dépit des obstacles juridiques et des contraintes pesant sur l'espace public, constitue un facteur de transformation majeur. Elle met en tension les structures patriarcales et les cadres traditionnels d'organisation du pouvoir, en introduisant des dynamiques sociales qui en questionnent progressivement les fondements.

Dans ce contexte, l'accès élargi des femmes à l'éducation, au travail et à la vie sociale contribue à redéfinir les rapports sociaux existants et à modifier les équilibres culturels sur lesquels reposent certaines formes d'autorité. Cette évolution s'inscrit dans un processus plus large de recomposition des normes sociales et des attentes collectives.

Parallèlement à ces transformations, la géographie humaine du pays a également connu des évolutions significatives. La constitution de vastes zones d'habitat précaire en périphérie des grandes métropoles, regroupant une population estimée à plus de vingt millions de personnes, s'inscrit dans le prolongement de mutations économiques profondes, liées notamment à des politiques de redistribution inégalitaire des ressources, à des dynamiques de rente, ainsi qu'à des processus de fragilisation environnementale et d'aménagement urbain déséquilibré.

Ces espaces périurbains concentrent une forte proportion de travailleurs précaires, de chômeurs et de populations exclues des circuits formels de l'économie. Souvent caractérisés par un accès limité aux services publics et aux infrastructures, ils traduisent des formes d'inégalités territoriales marquées. Ces zones sont également perçues comme des espaces de forte tension sociale, où s'accumulent frustrations économiques et sentiment d'exclusion, contribuant ainsi à reconfigurer les rapports entre centre et périphérie au sein de la société iranienne.

Dans l'hypothèse où elle parviendrait à s'articuler avec des organisations indépendantes, à développer une conscience de classe et à s'inscrire dans des formes d'organisation

structurées, cette vaste population pourrait constituer un facteur déterminant dans les dynamiques de transformation sociale et politique.

Une telle évolution dépendrait toutefois de la capacité à construire des cadres de mobilisation durables, aptes à transformer des situations de fragmentation sociale en force collective organisée, susceptible d'influencer de manière significative les équilibres sociaux existants.

L'organisation de cette partie de la société pourrait modifier profondément sa place dans les rapports sociaux, en la faisant passer d'une condition de victimes des dynamiques de développement inégal à celle d'un acteur collectif structuré, susceptible de peser de manière significative dans les rapports politiques.

Dans une telle configuration, et en articulation avec la classe ouvrière industrielle, elle pourrait constituer une force sociale déterminante capable d'infléchir les équilibres de pouvoir existants et de remettre en cause les mécanismes de domination et de contrôle de l'appareil étatique. Cette perspective dépend toutefois étroitement des conditions concrètes d'organisation, de coordination et de convergence des différentes composantes du champ social.

Les droits économiques et sociaux ne peuvent être séparés des droits démocratiques

En l'absence d'une conscience de classe suffisamment développée (ce qui renvoie à des facteurs multiples) et faute de structures d'organisation indépendantes, l'énergie sociale accumulée dans ces espaces périphériques peut s'orienter vers des trajectoires instables et potentiellement dangereuses.

Cette intensité de frustration, si elle n'est pas canalisée vers des perspectives collectives structurées et des objectifs progressistes, peut être récupérée par des courants réactionnaires, populistes ou opportunistes. Dans de telles configurations, différentes forces politiques ou idéologiques cherchent à exploiter les situations de détresse sociale et de précarité économique, en mobilisant des discours simplificateurs et des slogans démagogiques afin de capitaliser sur le mécontentement.

Ce type de dynamique peut ainsi détourner une colère sociale largement enracinée de ses causes structurelles principales — liées aux mécanismes d'exploitation et d'inégalités systémiques — pour la réorienter vers des objectifs qui en déforment le sens initial. Dans certains cas, cette recomposition peut favoriser l'émergence de nouvelles formes d'autoritarisme, l'exacerbation de divisions sociales ou encore la consolidation de projets politiques d'exclusion et antidémocratiques.

Dans cette perspective, la présence organisée de militant.es civiques et ouvrier.es dans ces espaces sociaux apparaît, selon cette analyse, comme un facteur déterminant pour la structuration des mobilisations. Elle contribuerait à éviter la dispersion des énergies collectives et à renforcer la capacité des mouvements sociaux à formuler des revendications cohérentes, tout en limitant les risques de récupération politique par des forces hostiles aux dynamiques démocratiques et sociales.

Les revendications des différentes couches sociales peuvent être appréhendées comme des composantes interdépendantes d'un même ensemble social. Les exigences relatives au logement, à la santé, à une éducation gratuite et de qualité, ainsi qu'à des systèmes de protection sociale universels, entretiennent en effet un lien étroit avec les droits civiques et politiques fondamentaux.

Dans cette perspective, les droits économiques et sociaux ne sauraient être dissociés des libertés fondamentales telles que la liberté d'expression, la liberté d'organisation

indépendante et le libre choix individuel, y compris en matière de tenue vestimentaire. L'ensemble de ces revendications forme ainsi un continuum cohérent, où les dimensions sociales, économiques et politiques se renforcent mutuellement au sein d'une même logique d'émancipation.

La politique répressive et sécuritaire adoptée par le régime face aux revendications syndicales, même les plus élémentaires, tend à accélérer la politisation de ces mouvements sociaux. Dans cette configuration, le pouvoir apparaît comme réticent à toute forme de réforme, percevant la moindre concession ou flexibilité comme un risque susceptible d'affaiblir, voire de déstabiliser, l'ensemble de l'édifice politique.

Ce verrouillage institutionnel contribue à élargir le champ des revendications, qui ne se limitent plus à des demandes sectorielles mais tendent, progressivement, à interroger la structure globale du système. Les revendications initiales, portées dans un cadre professionnel ou social, peuvent ainsi se transformer en contestation plus large des mécanismes de gouvernance et de répartition des ressources.

Dans ce contexte, le mouvement ouvrier iranien occupe une place particulièrement centrale dans les dynamiques sociales contemporaines. Les travailleurs des secteurs industriels, des services et de la pétrochimie, en mobilisant des outils tels que la grève et l'arrêt de la production, disposent d'une capacité potentielle d'impact significative sur le fonctionnement de l'économie. Cette position stratégique en fait un acteur majeur dans les rapports de force sociaux, sans préjuger toutefois des conditions concrètes de leur organisation et de leur coordination.

L'épanouissement de ce potentiel social dépend largement de sa capacité à converger avec d'autres composantes du mouvement social et progressiste. Une articulation plus étroite avec les mobilisations des femmes, les organisations nationales d'enseignants, les associations de retraités, les mouvements étudiants, les militants écologistes ainsi que les différents peuples confrontés à des formes d'oppression nationale pourrait renforcer la cohérence et la portée de ces dynamiques.

Pour une réflexion stratégique

Dans cette perspective, la question centrale réside dans la construction de formes de coordination et de convergence permettant de dépasser la fragmentation des luttes sectorielles, afin de favoriser l'émergence d'un espace commun de revendications et d'action collective. Une telle dynamique constituerait un facteur déterminant dans la capacité des forces sociales à influencer sur les rapports de force existants.

La formation d'un front uni des forces du travail et des autres classes laborieuses est souvent présentée, dans certaines analyses, comme une condition stratégique majeure pour modifier durablement les rapports de force en faveur des classes populaires. Une telle convergence viserait à renforcer la capacité d'action collective et à accroître le poids politique et social des revendications issues des différents segments du monde du travail.

Enfin, le réexamen des évolutions récentes et l'analyse de la nature des accords conclus entre blocs de pouvoir mettent en lumière une réalité historique difficilement contestable, selon cette perspective : le coût des principales décisions stratégiques prises par les classes dirigeantes — qu'il s'agisse d'aventurisme militaire, d'engagement dans des guerres par procuration, de politiques de sanctions et de blocus économiques, ou encore de la signature de compromis et de cessez-le-feu tactiques — tend à être supporté de manière disproportionnée par les classes laborieuses.

Les populations actives apparaissent comme les premières exposées aux conséquences sociales, économiques et matérielles de choix politiques qui se décident à des niveaux institutionnels et étatiques largement déconnectés de leur expérience quotidienne. Cette dissymétrie alimente, en retour, des tensions structurelles durables entre les sphères de décision et les réalités sociales sur lesquelles elles s'exercent.

Dans cette perspective, les différentes composantes du système de pouvoir — qu'il s'agisse de structures militaro-sécuritaires ou d'autres centres de décision — ainsi que les acteurs qui leur font face, tendent à externaliser les coûts de leurs stratégies de survie, de compromis et de préservation des intérêts. Ces coûts se répercutent alors, de manière disproportionnée, sur les conditions de vie des populations les plus vulnérables, affectant leur accès aux ressources essentielles, leur santé et, plus largement, leur sécurité sociale.

Une compréhension précise des contradictions internes du pouvoir et l'adoption de tactiques de lutte adaptées au contexte historique et social constituent, dans cette perspective, un préalable important au dépassement des crises en cours. L'enjeu stratégique d'une telle cohésion organisationnelle et d'une conscience de classe plus structurée est souvent formulé comme la possibilité de modifier les rapports de force existants au bénéfice des couches sociales majoritaires.

Dans cette optique, il s'agirait de limiter l'emprise des réseaux de pouvoir et d'accumulation de richesse considérés comme concentrés entre les mains de minorités organisées, tout en ouvrant la voie à une transformation plus profonde de l'ordre social et politique. L'objectif ainsi envisagé renvoie à la construction d'un cadre institutionnel et social perçu comme plus équitable, plus démocratique et plus respectueux des droits fondamentaux des individus.(30 juin 2026)

[1] L'accord sur le nucléaire iranien (en anglais : Joint Comprehensive Plan of Action ou JCPOA), est un accord signé à Vienne, en Autriche, le 14 juillet 2015, par les huit parties suivantes : l'Iran, les pays du P5+1 – Chine, France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Allemagne – ainsi que l'Union européenne.